



CSE du jeudi 20 septembre 2018

Déclaration liminaire de la FCPE

Monsieur le Ministre, Madame la Présidente,
Mesdames, Messieurs les membres du CSE,

Cette rentrée 2018 a le goût de la rentrée 2010.... Serait-ce un remake intitulé « Construire le nouveau lycée sur fond de réduction du nombre de postes » ? Le scénario était déjà très mauvais en 2010, il ne peut que l'être aussi en 2018. Une réforme qui se met en place a besoin de moyens. Un des principaux enjeux du lycée aujourd'hui, c'est de lutter contre les inégalités sociales à l'œuvre. Sans moyens, sans davantage d'accompagnement, sans améliorer les conditions d'apprentissage avec moins d'élèves par classe, les inégalités du lycée d'aujourd'hui se retrouveront dans le lycée de demain.

Comme en 2010, les CIO et l'ONISEP sont attaqués. La génération d'élèves qui entrent au lycée cette année va vivre l'affaiblissement du service public d'orientation : moins de lieux de proximité pour parler de son projet d'avenir, risque accru d'inégalités selon le territoire où on habite, des professionnels en nombre insuffisant.... Alors que 54h par an ont été prévues pour aider les élèves à préparer leur projet d'orientation, on n'assure pas les moyens de cet accompagnement.

Dès le second trimestre, on va demander aux élèves de seconde de faire part de leur choix de spécialités pour la classe de première. Mais sans que l'on sache encore ce qui sera mis en place dans chaque lycée. Enfin, pas d'inquiétude, tout est prévu dans la note de service du 6 septembre qui indique que « ces enseignements de spécialité doivent pouvoir être accessibles dans un périmètre raisonnable ». Que veut dire raisonnable dans un territoire rural ou pour un jeune en situation de handicap ?

Monsieur le ministre, ni les parents, ni les élèves ne sont dupes. Ils savent bien que notre système éducatif renforce aujourd'hui les inégalités. Selon la voie et la série suivies, voire les options, la poursuite du parcours ne se déroule pas de la même manière, à la fois en terme d'accès à la formation de son choix dans le supérieur, comme en matière de réussite. Leur crainte aujourd'hui est que la réforme du lycée renforce ces constats. Supprimer les séries de la voie générale, sans supprimer les trois voies du lycée, sans garantir l'orientation choisie, sans repenser l'accès à l'enseignement supérieur, ce n'est pas ouvrir les possibles de chaque élève. C'est faire un peu de cosmétique sur un lycée qui n'a jamais répondu à la promesse de l'école de la République : permettre à chaque élève, d'où qu'il vienne, de devenir ce qu'il veut être.

Cette rentrée est aussi marquée par le passage de 80% des communes à la semaine de 4 jours. Mais est-ce parce que c'est mieux pour les enfants ? Ce n'est pourtant pas ce que disent les comparaisons internationales et études, pourtant si souvent évoquées pour d'autres réformes. Les dernières données de l'OCDE le montrent encore : les écoliers français ont les journées d'apprentissages les plus longues et le moins de journées de classe par an.

Rester assis et peu bouger n'est pas bénéfique pour la santé. Comme en témoignent de nombreuses campagnes de politique de santé publique. Si à cela on ajoute, des chaises et des tables pas toujours adaptées, des toilettes à heure fixe et peu intimes, les bien trop nombreux devoirs qui sont encore donnés dans le premier degré, les temps de transports pour de nombreux écoliers français (zones rurales, territoires ultra marins), un temps méridien encore souvent très bruyant, la journée est très longue pour beaucoup d'écoliers.

Le retour aux 4 jours, c'est aussi moins d'écoliers qui bénéficient d'activités éducatives en dehors de l'Ecole. La journée du mercredi est à la charge des familles et des collectivités. Si des communes avaient financé les TAP sans surcoût pour les familles grâce aux financements publics, vont-elles pouvoir rendre accessibles à tous les enfants les activités éducatives du mercredi grâce à votre plan ? Le temps d'activités en dehors de l'Ecole concourt aussi à la mission du service public d'éducation, notamment dans la formation des futurs citoyens ou pour favoriser l'épanouissement de chacun.

Une véritable réforme des rythmes qui associe tous les acteurs concernés demande du temps, de l'argent, de la volonté politique. A ces conditions, nous pourrions repenser réellement les temps des enfants, en partant d'eux et non en leur imposant nos contraintes d'adultes.

Merci pour votre écoute.

Déclaration pour les textes relatifs au numérique :

Pour la FCPE, l'éducation au numérique est l'un des enjeux majeurs de l'école aujourd'hui. Cet outil, s'il est correctement utilisé, peut permettre la personnalisation des approches, la pédagogie différenciée et le partage du savoir. Le numérique est aujourd'hui déjà très présent dans le quotidien des élèves et des enseignants. Cela redessine à nouveau les rapports au savoir, à la transmission de ce savoir. Cela interroge aussi la notion de la classe, du lieu et du groupe, de la place des élèves et des enseignants, mais au-delà, de la place de tous les adultes.

Le numérique à l'école est donc un enjeu fondamental qui peut permettre à l'école d'évoluer. Evoluer vers plus de coopération entre les élèves, vers la réussite de tous les élèves. Les textes qui nous sont présentés aujourd'hui vont dans le sens de ce que nous défendons à la FCPE : vers l'apprentissage d'une culture numérique à travers tous les enseignements, vers une certification importante pour les élèves. La FCPE votera donc pour ce texte.

Mais ces textes ne doivent pas rester de beaux écrits, de belles promesses de ce que pourrait être l'éducation au numérique. Les écueils peuvent être nombreux et les gardes fous doivent être posés pour ne pas dériver vers un numérique prescripteur, avec un élève seul face à un écran. Le rôle des adultes, enseignants, équipe éducative et parents est fondamental pour que le numérique soit un outil au service de la promesse de l'école publique. Pour cela le maillon le plus important de la chaîne reste la formation des enseignants, à la fois dans leurs pratiques de classe mais également sur l'impact du numérique sur la vie des jeunes. De plus, il est aujourd'hui encore trop d'établissements qui ne sont pas correctement équipés. Il est temps qu'enfin, tous les établissements puissent faire entrer le numérique dans les classes et que l'ensemble des élèves soient dotés d'un matériel performant.